



**Association suisse
Infrastructures communales | ASIC**

Rapport de gestion 2022



ASIC

*Le centre de compétence des communes et villes
pour la gestion des infrastructures publiques*

L'Association suisse Infrastructures communales ASIC est une section de l'Union des villes suisses et une partenaire de l'Association des Communes Suisses



**Association suisse
Infrastructures communales | ASIC**

infrastructures-communales.ch, info@infrastructures-communales.ch, [@SVKI_ASIC](https://www.instagram.com/SVKI_ASIC)

ASIC
Monbijoustrasse 8, Case postale, 3001 Berne
Tél. 031 356 32 42



Marco Sonderegger
Président



Clemens Baschung
Directeur

Introduction

Le billet du président

Ces derniers temps ont été riches en rebondissements et en imprévus. Nous avons appris à nous adapter en prenant des mesures ad hoc, d'où l'émergence de nouvelles habitudes, par exemple les réunions en distanciel. Puis le temps des restrictions sociales a cédé le pas à une nouvelle normalité, le développement des résiliences appartenant désormais au bagage du monde professionnel.

Pour l'ASIC, l'exercice sous revue aura aussi été le début d'une «nouvelle normalité», notamment suite à plusieurs changements au sein du secrétariat. Un nouveau directeur et une nouvelle équipe, rien de tel pour gonfler les voiles de l'ASIC. Il s'agit bien sûr de conserver les acquis, mais aussi d'intégrer les nouvelles donnes. Découvrez l'élan, le dynamisme et les idées fraîches de notre équipe qui forge la «nouvelle normalité» de l'ASIC. Bonne lecture! ┘

Le billet du directeur

L'exercice 2022 a été marqué par l'arrivée de nouveaux visages au secrétariat et l'intensification des échanges multilatéraux avec tous les groupes cibles de l'Association. L'ancienne et la nouvelle équipe ont conjugué leurs efforts, avec l'appui de l'Union des villes suisses et le soutien de l'Association des Communes Suisses, pour maintenir un service de qualité au profit de nos membres durant le passage de témoin.

«Gardons le bon, osons l'innovation», telle est notre devise. Perpétuer le précieux héritage de l'Association a été notre premier souci, par exemple la formation de chef de voirie, qui remporte toujours un franc succès, ou les commissions techniques et les groupes de travail, qui offrent à nos membres une plateforme d'échange idéale. Le processus de réflexion stratégique lancé en fin d'année par le Comité constitue le socle à partir duquel le secrétariat pourra lancer de nouvelles idées et adapter ses priorités. Attention, surprises en vue! ┘

Membres	Évolution : 272 (2021: 269) +7 / -4 – 198 resp. 73% communes et villes – 25 resp. 9% associations intercommunales – 49 resp. 18% cantons, donateurs, membre d'honneur
Secrétariat	3,4 équivalents plein temps (2021: 3 équivalents plein temps)
Commissions techniques	Déchets & Recyclage / Eaux usées / Énergie / Biens immobiliers / Réseau routier / Climat & Environnement, y compris secrétariat de l'Alliance pour le Climat Suisse
Groupes de travail	– Groupes de travail: Biodiversité / Economie circulaire / Réseaux thermiques – Groupes d'échange: Contrôle des coûts et des prestations (CCP) dans l'entretien des routes / Evacuation des eaux des biens-fonds / Exploitants des réseaux de canalisations – Groupe d'accompagnement des cours de chef de voirie
Prises de position sur des consultations / affaires politiques	– Contre-projet indirect à l'initiative sur la biodiversité – Initiative parlementaire «Renforcer l'économie circulaire en Suisse». – Pré-consultation de la nouvelle directive VSA «Gestion du système global réseau d'assainissement - STEP - milieu récepteur». – Révision de l'ordonnance sur la protection des eaux en application de l'lv.pa. 19.475 – 4 modifications d'ordonnances dans le domaine de l'OFEN – Postulat Flach 19.3894 «Mettre un terme à la prolifération incontrôlée de la réglementation dans le domaine de la construction» – Valeurs seuils du droit des marchés publics pour les cantons concernant les années 2024 et 2025
Sondages au sein des commissions techniques	– Achat de véhicules communaux; augmentation des prix et difficultés de livraison, juil. 22 – Tri des matières recyclables avec des stations de collecte dans les espaces publics (sans les points de collecte des matières recyclables), juil. 22 – Conteneurs à déchets organiques autorisés / Coûts de la collecte des déchets organiques, août 22 – Systèmes réutilisables dans la restauration, sept. 22
InfraAcademy	– Cours pour chefs de voirie (d), trois cours de 2 jours – Séminaire «Gestion de la voirie» (d), deux cours d'une journée – Séminaire: Conduite d'équipe et Leadership au sein d'un service communal à vocation technique, un cours de 2 jours
InfraEvents	– 9 ^{ème} Congrès sur le recyclage à Bienne – 4 ^{ème} Congrès suisse des services industriels à Aarau – 2 ^{ème} Conférence sur les marchés publics durables 2023 à Bienne – 5 ^{ème} Assemblée des membres ASIC à Winterthur
Nouvelles publications	– Leistungserfassung und Kostenberechnung für kommunale Werkhöfe, mai 22 – Schweizer Beispielsammlung guter Umgang mit Regenwasser, janv. 22
Engagements	– Contribution de soutien à l'Association suisse des agents d'exploitation (SFB) pour les Swiss Skills – Contribution à la formation professionnelle pour la Fédération faîtière de formation de la branche d'entretien des installations d'évacuation des eaux (advk.ch)
Chiffre d'affaires	CHF 671'631.- (2021: CHF 632'326.-)
Perte	CHF 19'705.- (2021: CHF 38'772.-)
Somme du bilan	CHF 680'161.- (2021: CHF 786'843.-)



Journal interne

5^e assemblée générale du 15 juin 2022 à Winterthour

«Les temps changent», tel était le slogan de la 5^e assemblée générale de l'ASIC, qui s'est tenue le 15 juin 2022 au Château de Wülflingen, à Winterthour. Représentants des villes et des communes ainsi que donateurs, soit au total près de 40 membres, ont assisté à l'assemblée et au programme d'agrément organisé par Designwerk Technologies AG. A l'ordre du jour figuraient en particulier la présentation de la nouvelle équipe du secrétariat, en fonction dès le 1^{er} septembre 2022, et les perspectives pour 2022, notamment le processus de réflexion stratégique lancé par le Comité. Aucune mutation n'a été annoncée, ni au Comité, ni à la présidence des différentes commissions pour la législature en cours (2021-2024).

Séances du Comité du 24 mars et du 8 novembre 2022

Lors de la séance du 24 mars 2022, le Comité a pris connaissance des comptes rendus des commissions techniques et du secrétariat. Il s'est aussi penché sur l'organisation de l'assemblée générale et l'évolution des cotisations. Il a également traité les mutations de personnel au sein du secrétariat et, enfin, débattu des objectifs visés à travers le processus de réflexion stratégique ainsi que des défis financiers découlant de la deuxième année de pandémie 2021.

Lors de la séance du 8 novembre 2022, Clemens Baschung a présenté au Comité le bilan de ses expériences et de ses activités en qualité de nouveau directeur. Dans la foulée, le Comité a approuvé le budget

2023 de CHF 758'500.- et les projets proposés, à savoir la labellisation «UND» du secrétariat et la refonte du programme de formation continue dans le cadre de la nouvelle entité «InfraAcademy». Les débats ont également porté sur la politique de l'ASIC et sur le développement de la spécialisation technique avec la création des trois nouveaux groupes de travail Biodiversité, Economie circulaire et Réseaux thermiques

Coup d'envoi du projet «Stratégie ASIC33» lors de la séance du 9 novembre 2022

Le comité de direction s'est réuni les 19 et 20 septembre 2022 pour préparer le coup d'envoi du projet «Stratégie ASIC33», qui a eu lieu le 9 novembre 2022, dans le cadre de la séance constitutive du nouveau groupe de travail «Stratégie» créé par le Comité. Ce groupe a pour mission de sonder les différents publics cibles de



l'ASIC dans l'optique de redéfinir le cadre normatif de ces dix prochaines années, soit à l'horizon 2033, de ré-évaluer les compétences clés et les missions prioritaires de l'ASIC et de développer les nouvelles capacités nécessaires. Cette séance a été l'occasion de définir le plan stratégique, de présenter les bases existantes, de débattre de l'analyse des membres réalisée en octobre 2022, de présenter une analyse de l'environnement, de vérifier l'analyse de l'Association sur la base de l'analyse SWOT réalisée en mars 2019, d'en déduire les axes stratégiques et de fixer les premières réflexions sur la nouvelle vision de l'ASIC. Il est prévu de fixer la stratégie d'ici fin 2023, éventuellement après une enquête auprès des membres; le résultat de ce processus sera soumis aux membres pour décision lors des assemblées 2023 et 2024.]

Il faut repenser le présent pour mieux accompagner les changements.

Etat actuel des grands axes de la «Stratégie ASIC33»



Secrétariat

Clemens Baschung, nouveau directeur, est entré en fonction en mai 2022, succédant ainsi à Alexandre Bukowiecki. Il a repris la responsabilité des divisions Eaux usées, Biens immobiliers ainsi que Réseau routier. Par ailleurs, Rebecca Knoth-Letsch, nouvelle directrice-adjointe, a remplacé Daniel Lehmann à partir de septembre 2022. Elle a repris la responsabilité des divisions Déchets & Recyclage, Energie ainsi que Climat & Environnement. Jascha Barras, responsable de la division Administration & Événementiel, et Janina Wolfsberger, responsable de la division Communication & Marketing sont venus compléter la nouvelle équipe ASIC, respectivement en février 2022 et en juin 2022.]



Clemens Baschung
Directeur



Rebecca Knoth-Letsch
Directrice-adjointe



Jascha Barras
Événementiel &
Administration



Janina Wolfsberger
Communication & Marketing

ORGANIGRAMME ASIC

ASSOCIATION SUISSE INFRASTRUCTURES COMMUNALES

COMITÉ

Marco Sonderegger, président
Stephan Flury, vice-président
Silvia Banfi Frost
Antoine Benacloche

Martin Flügel (UVS)
Gerald Hutter
Thierry Lassueur
Matthias Nabholz

Christoph Niederberger (ACS)
Daniel Rychener
Albert Schweizer

COMITÉ DE DIRECTION

Marco Sonderegger, président
Stephan Flury, vice-président
Clemens Baschung, directeur

ADMINISTRATION

Clemens Baschung, directeur
Rebecca Knoth-Letsch, vice-directrice
Jascha Barras, Événementiel & Administration
Janina Wolfsberger, Communication & Marketing

**ALLIANCE POUR
LE CLIMAT**
c/o ASIC
R. Knoth-Letsch

COMMISSIONS TECHNIQUES

**CT Gestion des eaux
usées**
Président
M. Sonderegger

**CT Gestion du
réseau routier**
Président
G. Hutter

CT Biens immobiliers
Président
A. Schweizer

CT Énergie
Présidente
S. Banfi Frost

**CT Déchets &
Recyclage**
Président
D. Rychener

**CT Climat &
Environnement**
Président
M. Nabholz

GROUPES DE TRAVAIL ET D'ÉCHANGE

**GE Exploitants des
réseaux de canali-
sations**
S. Bucci

**GE Contrôle des coûts
et des prestations
(CCP) dans l'entre-
tien des routes**
R. Gruber

GT Réseaux thermiques
R. Knoth-Letsch

**GT Economie
circulaire**
R. Knoth-Letsch

GT Biodiversité
R. Knoth-Letsch

**GT Formation
continue**
S. Costanza

**GE Évacuation des
eaux des biens-
fonds**
U. Ammann

GT Stratégie
M. Sonderegger

DIVERS

Signet OKS
**Éditeur de licence
(UVS)**
C. Baschung

**Charte pour le climat et
l'énergie**
R. Knoth-Letsch

Responsable: Clemens Baschung

Responsable: Rebecca Knoth-Letsch

Représentations

Pôle de compétence dédié à la gestion durable des infrastructures communales, l'ASIC représente les intérêts de ses membres dans différents organes à tous les niveaux fédéraux, également en collaboration avec l'Union des villes suisses, l'Association des Communes Suisses ainsi qu'avec d'autres partenaires.

Entité	Champ d'action	Représentation / siège / participation
Déchets & Recyclage		
formation-déchets.ch	Cours Logistique et Achats	Direction du cours
ARE	Agenda 2030	Consultance pour le Forum Développement Durable 2023
ARE	Réseaux régionaux de développement durable	Groupe d'accompagnement
OFEV	Produits du tabac / Alimentation nomade	Tables rondes
SENS eRecycling	Système de recyclage des appareils électriques et électroniques	Conseil de fondation
Swiss Recycling	Pacte Collecte 2025	Comité de pilotage
Energie		
Union des villes suisses UVS	Groupe de pilotage Réseaux thermiques	Consultation du groupe de travail ASIC Réseaux thermiques
Swisspower	Congrès des services industriels	Comité de pilotage
Biens immobiliers		
Haute Ecole Spécialisée de Lucerne HSL		Groupe d'échange Air intérieur
Association des responsables publics et communaux de l'immobilier VSLI		Participation
Climat & Environnement		
Alliance pour le Climat Europe	Antenne de coordination nationale	Secrétariat de l'Alliance pour le Climat Suisse
PUSCH		Siège
	Siège au Conseil de fondation	Membre
Réseau routier		
BERNEXPO	Suisse Public / Suisse Public SMART	Comité consultatif
Union des villes suisses UVS	Commission des ingénieurs municipaux et communaux	Participation
Direction des travaux publics du canton de Zurich	GI Services de voirie	Membre
Eau potable & Eaux usées		
OFEV	Mise en œuvre des motions STEP 20.4261 et 20.4262	Groupe consultatif et commission technique
OFEV	Incidences des mesures de gestion réglementée en cas de pénurie d'électricité	Rapport technique sur les installations de traitement des eaux usées
OFEV	SwissPhosphor	GT Financement et GT Mise en œuvre dans les cantons
OFEV	Motion 20.3625	Groupe consultatif Mise en œuvre
VSA	Ville éponge	Pilotage du projet et groupe d'accompagnement
VSA	CC Canalisations	Participation

Représentation / Siège / participation pour le compte de l'UVS

OFEV	Biodiversité et qualité paysagère en zone bâtie	Groupe consultatif Prescriptions types
DTAP	TRIAS	-
KBOB	Achats et contrats	Groupe spécialisé
HEIG-VD	Boussole ODD communale	Groupe d'accompagnement
Commission des transports et des télécommunications CTT	Téléphonie mobile du futur	Siège
Conférence des gouvernements cantonaux CdC	Conférence tripartite Agenda 2030	Siège
Union des villes suisses UVS	Groupe de travail Géoinformatique	-
Union des villes suisses UVS	Commission de politique énergétique et climatique	Siège
Union des villes suisses UVS	Intergroupe parlementaire Politique communale	Participation
swisstopo	Stratégie Sous-Sol Suisse	Participation
-	Association Aménagement du sous-sol FRU	-
-	Réseau cantonal de développement durable RCDD	Participation

Représentations pour l'Union des villes suisses et l'Association des Communes Suisses

ARE	Installation photovoltaïque au sol	Participation
OFEV	Captage et stockage du CO ₂	Siège
CA	Marchés publics: dialogue PME/pouvoirs publics	Groupe d'échange
CA	Marchés publics durables	Groupe spécialisé
KBOB	Conférence sur les marchés publics durables	Participation
KBOB	Plateforme de connaissances sur les achats publics responsables	Groupe d'accompagnement





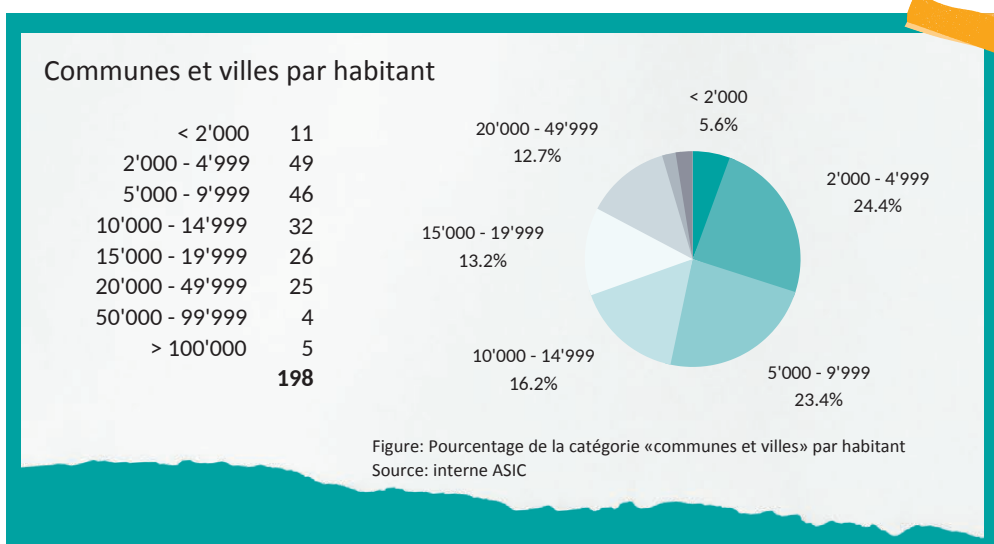
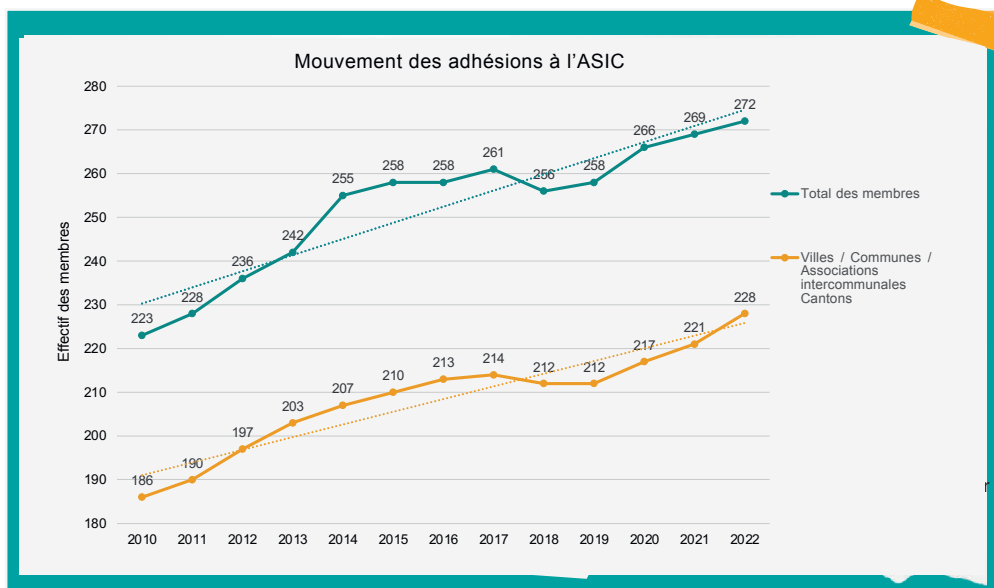
- L'ASIC a assuré le patronage de la cérémonie de remise des certificats CAS Infrastructures communales de la HES de la Suisse du Nord-Ouest dans le cadre de ses efforts visant à renforcer la formation continue dans cette branche. A cette occasion, notre directeur a eu l'honneur de prononcer le discours de laudatio sur le thème de la culture infrastructurelle. Le prix du meilleur certificat a été remis à Martina Ott, cheffe des services industriels de la commune de Urdorf.

Membres

L'ASIC compte 272 membres au 31.12.2022, suite à l'adhésion de 4 villes et communes ainsi que de 3 donateurs, contre la démission d'une commune et de 3 donateurs. La composition des membres est la suivante: 198 villes et communes (73%), 25 associations intercommunales (9%), ainsi que cantons, donateurs et membres d'honneur. Depuis 2010, le nombre de membres progresse de 1,6% en moyenne par année.

Engagements

- L'ASIC a soutenu financièrement l'Association suisse des agents d'exploitation (SFB) au titre de la promotion de la relève dans le cadre des Swiss Skills 2022. Les détails figurent sous www.betriebsunterhalt.ch/swiss-skills.
- L'ASIC a soutenu financièrement la Fédération faîtière de formation pour la branche d'entretien des installations d'évacuation des eaux (advk.ch) au titre de la promotion de la relève dans le domaine de la technologie d'évacuation des eaux.





Cours et manifestations

Janvier:

Le Congrès sur le recyclage organisé en collaboration avec Swiss Recycling réunit les acteurs de la gestion des déchets et du recyclage.

Avril/Septembre/Octobre:

Notre cours pour chefs de voirie, 2 jours (d) a lieu à Nottwil. Cette formation continue très riche permet d'approfondir les compétences techniques et pratiques dans tous les secteurs de la voirie communale.

Juin/Septembre:

Le séminaire «Gestion de la voirie», 1 jour (d) a lieu par deux fois au centre de voirie d'Aarau. Il s'adresse aux cadres et futurs responsables des centres de voirie communaux.

Printemps/Automne:

Nos commissions techniques permanentes se réunissent deux à trois fois par année. Les nombreuses possibilités d'échange qu'elles offrent à nos membres en font la colonne vertébrale de notre Association.

Cours / Manifestation 2022	Date / Lieu
InfraAcademy	
Séminaire: Conduite d'équipe et Leadership au sein d'un service communal à vocation technique	26 + 30 janvier à Vevey
Cours pour chefs de voirie (d)	28 + 29 avril à Nottwil
1^{er} séminaire «Gestion de la voirie», 1 jour (d)	7 juin au centre de voirie d'Aarau
2^e séminaire «Gestion de la voirie», 1 jour (d)	6 septembre au centre de voirie d'Aarau
Cours pour chefs de voirie (d)	22 + 23 septembre à Nottwil
Cours pour chefs de voirie (d)	27 + 28 octobre 2022 à Nottwil
InfraEvents	
9^e Congrès sur le recyclage (en coopération avec Swiss Recycling, édition 2022 organisée par Swiss Recycling)	28 janvier 2022, en distanciel
4^e Congrès suisse des services industriels	1 ^{er} avril à Aarau
2^e Conférence sur les marchés publics durables	10 mai à Bienne et en ligne
5^e Assemblée générale ASIC	15 juin à Winterthour



A l'initiative du **groupe de travail Exploitants de réseaux de canalisation**, huit villes publient un **recueil de bonnes pratiques** sur les **eaux pluviales**. Cet ouvrage, élaboré en collaboration avec Holinger AG, s'inscrit dans le droit fil des efforts de l'ASIC pour promouvoir le principe de la «ville éponge».



L'ASIC finalise et publie le **manual «Saisie des prestations et calcul des coûts pour les centres de voirie communaux» (d)**. Cet ouvrage de référence destiné aux responsables d'exploitation explique comment définir les prestations et les standards de service et comment calculer les principaux indicateurs de coûts.

Le Conseil national accepte la **motion Kurt Fluri** «Mo 20.3052 Abaissement des valeurs limites applicables aux pesticides. Financement des installations supplémentaires de traitement des eaux conforme au principe du pollueur-payeur», motion soutenue par l'ASIC.

2022

Janvier

Février

Mars

Avril

Mai

Juin

Le **Congrès sur le recyclage** organisé conjointement par l'ASIC et Swiss Recycling a lieu en distanciel en raison des conditions covid, avec plus de 325 participants. Points forts: économie circulaire, mise en œuvre «20.433 Iv. pa. Développer l'économie circulaire en Suisse» et projets de numérisation.



L'ASIC étant membre du comité de pilotage du **Congrès des services industriels**, elle invite aussi ses membres à participer à cette manifestation. Sur fond de guerre en Ukraine, la question de savoir comment assurer à l'avenir la sécurité d'approvisionnement énergétique de la Suisse monopolise les débats



Passage du témoin de Daniel Lehmann Pollheimer (à gauche) à notre nouveau directeur Clemens Baschung.





L'«Assistant d'acquisition pour véhicules communaux» (d), tableur excel à macros développé par l'ASIC conjointement avec le Groupement des équipementiers de la voirie (SIK), entre en **phase de test**.

Le coup d'envoi du **projet «Stratégie ASIC33»** est donné au Château de Thoune. L'objectif est de redéfinir d'ici fin 2023 l'orientation de l'Association pour la prochaine décennie.

L'ASIC invite **ses conférenciers** une fois par année **pour les remercier de leur engagement** et pour envisager le développement de la formation continue. Cette rencontre est l'occasion de nombreux échanges professionnels et conviviaux. Elle a lieu cette année à Glaris.

L'ASIC est une section de l'Union des villes suisses et coorganise à ce titre la **Journée des villes** à Bâle. Ce grand rendez-vous de la Suisse urbaine est l'occasion de cultiver les relations avec les membres.



L'**Assemblée générale** du 15 juin 2022 sous le slogan «Les temps changent» réunit plus de 40 participants au château de Wülflingen, à Winterthur, ainsi que pour le programme d'agrément accompagné.

Juillet

Notre directeur prononce le discours de laudatio à l'occasion de la cérémonie de remise des certificats **CAS Infrastructures communales** de la HES de la Suisse du Nord-Ouest. L'ASIC assure le patronage de l'événement dans le cadre de ses efforts visant à renforcer la formation continue dans cette branche.



Août

Septembre

La nouvelle équipe du **Secrétariat** est au grand complet depuis le 1^{er} septembre 2022: Clemens Baschung (dir.), Rebecca Knoth-Letsch (dir. adj.), Jascha Barras (Events & Admin.) et Janina Wolfsberger (Communication & Marketing).



Octobre

Novembre

Le **groupe de travail Biodiversité** est réactivé pour compléter les ressources de la CT Climat & Environnement, essentiellement dans le but de soutenir le contre-projet indirect à l'initiative sur la biodiversité.

Le **groupe de travail Economie circulaire** est créé pour compléter la CT Déchets & Recyclage. Son rôle est d'accompagner le débat politique autour de l'**lv. pa. 20.433 «Développer l'économie circulaire en Suisse»**, à la lumière du monopole sur les déchets.

Décembre

Commissions techniques et groupes de travail



L'ASIC s'engage pour la planificabilité de la gestion communale des déchets – même s'il faut s'attendre à une libéralisation croissante des filières de collecte des matières valorisables.

Commission technique Déchets & Recyclage

Economie circulaire: quel rôle pour les communes?

Le Parlement entend promouvoir l'économie circulaire à travers l'initiative parlementaire 20.433 «Développer l'économie circulaire en Suisse». L'audition à ce sujet a eu lieu au premier trimestre 2022. L'ASIC s'est exprimée en saluant le projet sur le fond: il vise à privilégier le recyclage par rapport à l'élimination, à renforcer l'écoconception des produits et des emballages et les modes de construction économes en ressources. En revanche, l'ASIC voit d'un œil critique la libéralisation croissante de la gestion des déchets urbains et des nouvelles filières de collecte des matières valorisables. En effet, le projet prévoit que toute entreprise privée sera libre de proposer sans concession la collecte des matières valorisables aux ménages privés. A cet égard, l'ASIC propose de laisser la souveraineté des concessions aux pouvoirs publics, mais d'autoriser les filières sectorielles de collecte à caractère obligatoire. L'idée est de maintenir la planificabilité des investissements pour les villes et les communes et de garder le contrôle sur les flux de matière. Si la coordination entre pouvoirs

publics et acteurs privés occasionne des surcoûts, les centres communaux de collecte devraient être dédommagés en conséquence.

Collecte des matières synthétiques: y aura-t-il un système national et uniforme?

La question des modalités et des responsabilités relatives aux collectes des plastiques demeure controversée au sein de la commission technique. Représentant les acteurs communaux, l'ASIC s'engage aussi dans le projet [Collecte 2025 de la plateforme Economie circulaire](#). L'objectif est ici de créer un système national de collecte et de recyclage des emballages plastiques et des briques à boisson, doté d'une organisation et d'un financement. Les différents acteurs concernés ont travaillé d'arrache-pied pour trouver une solution commune, mais sans succès à cause d'intérêts sectoriels. L'équipe du projet est dissoute fin 2022.

L'étape suivante consistera à régler d'abord les questions ouvertes entre fabricants et commerçants, avant de revenir sur la mise au point d'un éventuel système national harmonisé. L'ASIC a inscrit la collecte des plas-

tiques au nombre des thèmes prioritaires de la CT Déchets & Recyclage pour 2023. Il s'agit ici de fixer une unité de doctrine en la matière.]

Groupe de travail Economie circulaire

Créé en novembre 2022, le GT Economie circulaire vient compléter les ressources de la CT Déchets & Recyclage. Il a pour mission de suivre les débats politiques autour de l'intervention parlementaire 20.433 «Développer l'économie circulaire en Suisse», à la lumière des informations venant de la CT Déchets & Recyclage, et d'élaborer les bases de la future position politique de l'ASIC à ce sujet. Le GT est chargé de préparer le terrain pour la mise en œuvre de l'lv. pa. 20.433 en analysant les incidences possibles au niveau communal. Il a pour rôle de soutenir les membres ASIC dans la réalisation de projets, de campagnes et d'études réalisés en commun dans ce domaine. Enfin, il a pour tâche de mettre au point une politique commune et les stratégies possibles afin de réduire ou d'éviter les déchets au niveau communal.]

Commission technique Gestion des eaux usées

Recyclage du phosphore

Lancé en 2018 par l'OFEV, le projet [SwissPhosphor](#) a passé en 2021 le cap de l'outil décisionnel nécessaire à sa mise en œuvre. Durant l'exercice sous revue, les travaux se sont poursuivis au sein des différents groupes de travail spécialisés. Ainsi, le GT Mise en œuvre dans les cantons a réalisé une étude de fond par le biais d'un sondage par questionnaire à propos des filières d'élimination des boues d'épuration afin de tirer au clair la situation de chaque canton. Le GT Financement a élaboré avec le concours de EBP Schweiz AG une recommandation à l'intention du comité de pilotage SwissPhosphor. Les solutions de financement sont la taxe sur les eaux usées, la taxe de financement ou une combinaison des deux. Le GT Technique a étudié les possibilités techniques existant en Suisse pour déterminer lesquelles satisferont aux exigences des années à venir. Trois procédés sont en lice: Phos4Life, ZAB/Phos4green et RealPhos I + II. Enfin, le GT Produits s'est penché sur la définition d'un standard de qualité pour les engrais minéraux phosphorés d'origine secondaire. Parmi les paramètres déterminants, on citera les exigences suivantes: concentration élevée (p.ex. TSP 46%) / phytodisponibilité élevée (phosphate soluble) / teneur en métaux lourds conforme au standard usuel / prix compétitifs par rapport aux phosphates d'origine minérale. Le GT Produits devrait parvenir à une vision complète de la question vers mi-2023. La mise en œuvre d'une solution d'ici 2026 demeure très incertaine. La révision de l'OLED devrait toutefois s'amorcer en automne 2023 déjà pour aboutir en temps utile.



Les grands thèmes de la CT Gestion des eaux usées en 2022: recyclage du phosphore, extension des STEP pour réduire l'azote et les micropolluants, ville éponge, gaz hilarant, systèmes autonomes de mesure.

L'ASIC est représentée dans le GT Mise en œuvre dans les cantons et le GT Financement, ce qui lui permet de suivre le projet de près et de peser de tout son poids pour défendre la cause des communes.

Motions visant l'extension technique des STEP

Suite à l'adoption des deux motions 20.4261 «Réduction des apports d'azote provenant des stations d'épuration des eaux usées» et 20.4262 «Mesures visant à éliminer les micropolluants applicables à toutes les stations d'épuration des eaux usées», dites motions STEP, l'ASIC a proposé ses services dans le cadre du groupe consultatif et de la commission technique. Les premières réunions avec l'OFEV et d'autres acteurs sont agendées au printemps 2023.

Le groupe d'accompagnement technique «Adaptation de la taxe sur les eaux usées», dans lequel l'ASIC est également représentée, a pour objectif de présenter à l'OFEV des recommandations à propos des modèles de financement possibles dans le contexte de la motion 20.4262, compte tenu d'un projet présenté par ECOPLAN AG. Deux modèles sortent du lot: le modèle actuel de financement, maintenu moyennant augmentation du taux maximal de la taxe, et le modèle solidaire, lequel soumet toutes les STEP au paiement d'une taxe, même celles qui en étaient exemptées jusqu'ici. A l'instar des associations intercommunales, l'ASIC est toutefois d'avis qu'il faut différencier la protection de l'environnement et des eaux pour qu'elle soit efficace, alors qu'une approche géographiquement non différenciée pour définir les stations soumises à l'extension obligatoire raterait sa cible. Aucune mesure n'est nécessaire là où la protection des eaux n'est pas touchée. En cas de problème, il faut prendre des mesures à la source, c'est-à-dire dans l'agriculture. Jusqu'ici, les STEP versaient dans le Fonds pour les eaux usées une taxe annuelle de CHF 9.- par habitant raccordé. Une STEP est exonérée de la taxe à partir du moment où elle engage des mesures pour éliminer les micropolluants. Ce principe de solidarité mérite d'être conservé. Mais la mise en œuvre de la motion implique le raccordement de pratiquement tous les habitants à une STEP dotée d'un palier d'élimination des micropolluants, ce qui modifie l'équilibre entre STEP soumises à l'obligation et STEP non soumises à l'obligation. L'ASIC propose donc un modèle de financement à travers les redevances sur les eaux usées dès 2027. Aux yeux de l'ASIC, il faut éviter qu'une STEP ne soit systématiquement avantagée ou désavantagée en fonction de son niveau de développement technologique.

Gaz hilarant

En juin 2022, la CT Gestion des eaux usées a tenu séance en distanciel au sujet de l'utilisation d'oxyde nitreux, autrement dit gaz hilarant (N₂O), dans les STEP. Eclairé à travers plusieurs exposés, le sujet a suscité différents échanges d'expériences. Puissant gaz à effet de serre, le N₂O est même le plus important destructeur d'ozone dans la stratosphère. Il se forme au cours de la biodégradation de l'azote dans les STEP. C'est la plus



grande source de gaz à effet de serre émis durant l'épuration des eaux. Les STEP contribuent à raison de 1,4 à 1,7% aux émissions globales de gaz à effet de serre en Suisse.

Les mesures de réduction jouent ici un rôle important. Selon les acquis les plus récents, il est possible de réduire la formation d'oxyde nitreux en optimisant la régulation dynamique de la nitrification et de la dénitrification, comme l'a expliqué Daniel Braun, professeur à l'EPFZ, à l'exemple de la STEP Hofen, dont le réseau de capteurs a été développé à cet effet. Les paramètres d'optimisation essentiels sont la régulation de l'oxygénation et le dosage des eaux putrides. La STEP Thunersee a testé une nouvelle méthode de mesure du N₂O. La STEP arabern a mis en place un projet pilote d'élimination du N₂O en fin de traitement, au moyen d'une installation OTR (oxydation thermique régénérative) dont le rendement est de 400 Nm³/h. Les résultats démontrent l'efficacité technique et énergétique du procédé. Toutefois, l'état de la technique n'est pas encore très clair et il n'existe encore aucune exigence légale, de sorte qu'il faut d'abord définir un programme de financement, en s'inspirant p. ex. du système des contributions KllK pour l'élimination des équivalents CO₂.

Ville éponge: exemples pratiques d'évacuation des eaux des biens-fonds et des routes

Les bonnes pratiques en matière d'évacuation des eaux pluviales – décolmatage des surfaces, développement des poches d'évaporation, d'infiltration et de rétention (principe de la «ville éponge») – doivent être intégrées à tout projet de construction dès le début des études. Huit villes (Bâle, Berne, Bienne, Lucerne, St-Gall, Winterthur, Zurich et Zoug) se sont associées pour montrer comment le principe de la ville éponge est vécu en Suisse. En collaboration avec HOLINGER AG, elles ont dressé un catalogue d'exemples inspirants pour illustrer l'évacuation des eaux des biens-fonds et des routes. Ce catalogue s'adresse aux services communaux et aux personnes en charge de l'étude de l'évacuation des



eaux pluviales. Il éclaire en particulier les enjeux et les défis liés à la demande de permis. C'est le fruit d'une initiative émanant du groupe de travail des exploitants de réseaux des eaux usées. Le catalogue est en ligne depuis janvier 2022 sur le [site web](#) de l'ASIC, et l'accès est public et gratuit. Ce recueil d'exemples complète la recommandation «Infiltration et rétention des eaux pluviales en milieu bâti», éditée par la KBOB et le VSA. L'ASIC est représentée dans la direction et dans le groupe d'accompagnement du [projet Ville éponge du VSA](#).

Protection de l'eau potable

En Suisse, l'eau potable est d'une qualité remarquable. Le traitement de l'eau potable représente toutefois un défi de plus en plus important dans la mesure où la Confédération peut interdire des phytosanitaires, des engrais ou des biocides, et édicter des valeurs limites plus strictes pour l'eau potable. Le durcissement des valeurs limites implique des investissements infrastructurels (nouvelles conduites de transport ou installations de traitement). Déposée en mars 2020, la [motion 20.3052](#) «Abaissement des valeurs limites applicables aux pesticides. Financement des installations supplémentaires de traitement des eaux conforme au principe du pollueur-payeur» demande d'endiguer les surcoûts à la charge des communes. La Confédération est ainsi appelée à créer les bases légales réglant le financement des investissements conditionnés par le durcissement des valeurs limites relatives aux phytosanitaires et aux biocides, en respectant autant que possible le principe du pollueur-payeur. Le 20 mai 2020, le Conseil fédéral avait demandé le rejet de la motion. Elle a néanmoins été acceptée le 17 mars 2022 par le Conseil national. L'ASIC se voit confirmée dans son engagement pour la protection de l'eau potable et pour un financement conforme au principe du pollueur-payeur. Elle suivra donc d'un œil attentif l'évolution de ce dossier. ┘

Groupe d'échange Exploitants des réseaux de canalisations

Le groupe d'échange Exploitants des réseaux de canalisations a pris part à la préconsultation concernant la directive VSA «Gestion intégrée réseau - STEP - eaux», à la consultation concernant la notice technique SSIGE «Protection contre les retours d'eau dans les installations d'évacuation des eaux», et à la révision de la norme SN 592'000. Il s'est aussi penché sur l'exposition des ouvrages spéciaux à l'impact d'une éventuelle pénurie d'électricité.

Réaction en cas de pénurie d'électricité

La commission technique a analysé l'impact d'une pénurie d'électricité sur les ouvrages spéciaux et a élaboré différents scénarios de réaction. Le principal défi réside dans la communication jusqu'aux propriétaires privés de postes de pompage, par exemple dans le cas des pompages de cave, qui seraient également stoppés en cas de coupure de courant. Le recours aux génératrices de secours soulève des questions de disponibilité, de compétences et de priorisation. L'absence partielle d'alimentations de secours fait pencher la balance des risques vers l'intervention plutôt que vers la prévention. Une organisation de secours devrait intégrer différentes composantes, par exemple les conditions nécessaires à la mise en place d'une alimentation de secours, les décharges significatives du réseau, ou les éventuelles modifications des itinéraires de secours en cas d'inondation des sous-voies. ┘

Groupe d'échange Evacuation des eaux des biens-fonds

Les échanges avec les responsables de l'évacuation des eaux des biens-fonds ont lieu dans le cadre d'une réunion annuelle qui s'est tenue en 2022 pour la troisième fois à Winterthour. Les grands thèmes de cette journée ont été l'archivage électronique des documents imprimés, la révision de la norme SN 592'000, la mise en œuvre de la directive VSA «Gestion des eaux urbaines par temps de pluie», le recours à l'intelligence artificielle pour l'analyse des inspections vidéo de canalisations, ainsi que la thématique de la ville éponge.

Révision de la norme SN 592'000

Coéditée par la SIA, la norme SN 592'000 «Installations pour l'évacuation des eaux des biens-fonds» fait l'objet d'une révision à laquelle Sandro Barilli et Andreas Kohnopka, tous deux membres du groupe d'échange, par-

ticipent à travers leur siège à la commission VSA. La révision porte sur le champ d'application, les principes généraux, les collecteurs, l'évacuation des eaux des biens-fonds, les installations de prétraitement et de séparation, le calcul de la capacité d'évacuation des eaux pluviales ainsi que le dimensionnement des dépotoirs. Les questions critiques se concentrent sur l'enrobage des tuyaux flexibles avec du sable au lieu de béton ainsi que sur le niveau de refoulement, nouvellement fixé à la même hauteur que la surface du sol. L'opinion générale est qu'au lieu de discuter du pompage des eaux des étages en sous-sol, il vaudrait mieux discuter de paramètres tels que l'événement de dimensionnement (périodicité) et le cas de surcharge. La consultation est agendée pour 2023. Les villes et les communes présenteront un avis commun par l'entremise de l'ASIC. ┘

Commission technique Gestion du réseau routier

Acquisition de véhicules communaux

L'ASIC a mis au point un assistant pour l'acquisition des véhicules communaux sous forme de tableur excel à macros, conjointement avec le Groupement des équipementiers de la voirie (SIK). Cet assistant permet de définir un cahier des charges en spécifiant les exigences à partir des critères d'évaluation proposés, de procéder ensuite à l'évaluation matérielle du véhicule sur la base de critères prédéfinis et de conclure par l'évaluation de l'aptitude du véhicule au moyen de formulaires préconfigurés, débouchant sur une évaluation générée automatiquement, laquelle peut être ensuite retravaillée. Amorcée fin 2022, la phase de test avec différents ac-

Les grands thèmes de la CT Gestion du réseau routier en 2022: acquisition de véhicules communaux/véhicules E, tri des matières valorisables et déchets nomades, agrandissement des infrastructures.





Groupe d'échange Contrôle des coûts et des prestations (CCP) dans l'entretien des routes

Selon les données fournies par les membres de ce groupe d'échange, à savoir Berne, Bienne, Coire, Ostermundigen, St-Gall, Wil et Zurich (données de Aarau, Bâle et Pully incomplètes), les coûts moyens de l'entretien des routes (nettoyage, service hivernal, réparations de la chaussée) se montent à CHF 5.- par mètre carré de chaussée, ventilés pour 2021 comme suit: CHF 2.65 pour le nettoyage, CHF 1.23 pour le service hivernal et CHF 1.07 pour le petit entretien de la chaussée. L'évolution globale des coûts est relativement stable sur ces dix dernières années. Le seul poste variable est celui du service hivernal, puisqu'il dépend essentiellement des rigueurs hivernales et du lieu. Les différences sont liées à l'altitude topographique, aux constellations météorologiques et à l'absence de place pour les dépôts de neige dans les zones urbaines à forte densité. Un nombre élevé de pistes cyclables alourdit également les coûts du service hivernal. Au niveau des coûts de nettoyage, les écarts peuvent atteindre un facteur 5, ce facteur étant essentiellement dépendant du nombre de nettoyages, du parc d'engins techniques et du règlement des déchets. La pandémie a certes comprimé le nombre de manifestations au centre des villes, mais le nettoyage a été reporté d'autant plus en périphérie. L'évolution des coûts pour les réparations de la chaussée est en forte régression pour la période 1994 - 2021. Les membres imputent cette évolution à la compression parfois importante des budgets, ce qui se traduit par des effets négatifs sur la conservation à long terme de la valeur des routes.

Le relevé statistique des coûts pour l'exercice 2022 interviendra en automne 2023, lorsque les chiffres seront disponibles. On rappellera ici pour mémoire que le manuel «Saisie des prestations et calcul des coûts pour les centres de voirie communaux» de l'ASIC a été finalisé et est désormais proposé dans notre [InfraShop](#) ou à prix réduit lors du prochain séminaire d'un jour «Gestion de la voirie» en 2023. ┘

teurs intéressés est en cours jusqu'à mi-2023. Cet assistant, qui sera ensuite vendu dans notre [InfraShop](#), aide à structurer les acquisitions de véhicules communaux. A ce propos, nous nous référons à notre recommandation «Acquisition et gestion de véhicules et de machines dans le domaine communal» publiée en 2014, disponible dans notre [InfraShop](#).

Sondage sur le tri des matières valorisables aux points de collecte publics (sauf déchetteries)

D'après les retours de la CT Gestion du réseau routier, la ville de Zurich est la seule municipalité à installer des systèmes de tri (analogues aux points de récupération CFF) aux arrêts de transports publics et dans les parcs publics. L'acquisition de 250 unités identiques est prévue pour 2023 (avec une option pour 250 unités supplémentaires). La ville de Morat installe quant à elle des systèmes de tri de grande taille (conteneurs de 240 à 720 l) dans les parcs publics. La ville de Coire dispose de 10 petits systèmes de tri à disposition pour les manifestations (verre, PET, alu, déchets). La question des rapports entre fractions de déchets collectés et systèmes de tri des déchets nomades a donné lieu à des réponses très dispersées, ce qui empêche toute conclusion cohérente. Selon les personnes interrogées, déchets résiduels, bouteilles PET et canettes alu font généralement l'objet d'une collecte sélective, indépendamment du système de tri choisi et des fractions de déchets. Les données relatives au degré de pureté par fraction de déchets n'ont pas pu être évaluées de manière représentative. Les coûts moyens par point de collecte se situent entre CHF 800.- et CHF 2'500.- par année pour les grands systèmes de tri. La ville de Coire prévoit d'organiser à l'avenir le tri des matières valorisables dans l'espace public au moyen de conteneurs semi-enterrés et de points de collecte sélectifs. La ville d'Aarau envisage elle aussi l'implantation de points de collecte sélective aux endroits névralgiques.

S'agissant des déchetteries au sens propre, nous nous référons ici à la fiche d'information publiée chaque année en collaboration avec Swiss Recycling «Collecte sélective de matières valorisables/Lieu de collecte - Coûts - Recettes», téléchargeable gratuitement depuis notre site web, en cliquant sous [Downloads](#). ┘

Politique active en matière foncière et immobilière

Les villes et les communes représentées dans la CT Biens immobiliers pratiquent une politique active en matière foncière et immobilière ou en ont tout au moins l'intention. Il s'agit d'un volet important de la gestion communale, dont les questions ont trait au développement urbain, à la stratégie de portefeuille, à l'organisation, aux finances et à bien d'autres domaines encore. Autant de défis, autant d'approches différentes, car la maîtrise de tous ces paramètres nécessite une méthodologie plurielle, par exemple l'élaboration d'une stratégie immobilière avec des spécialistes externes, le vote pour promouvoir une politique foncière active de la part de l'industrie privée, les financements spéciaux, l'encouragement des habitations à loyer modéré, etc. L'ASIC entend promouvoir la réflexion dans ce domaine en collaboration avec l'Association des responsables publics et communaux de l'immobilier (VSLI) et former les responsables communaux à la gestion systématique du patrimoine immobilier en leur proposant un séminaire pratique «Gestion des immeubles dans les communes – Tout va bien?».

Autres thèmes de réflexion

Economies d'énergie: selon armasuisse, tous les bâtiments chauffés au mazout devront être équipés de chauffages à énergies renouvelables à l'horizon 2030. Les mesures communales en discussion visent avant tout la réduction de la température ambiante dans les écoles (20° C) et dans les bâtiments administratifs (19° C). Les appareils installés durant la pandémie pour la mesure du CO₂ peuvent maintenant servir à mesurer les températures. Le défi réside ici avant tout dans les habitudes de chauffage des intendances.

Conservation du bâti: selon les membres de la CT, le fi-

nancement de la conservation du parc immobilier communal doit figurer au budget annuel à hauteur de 0,8 à 2,0% du patrimoine financier et administratif de la commune. En termes de comparaison intercommunale, il faut différencier les données en fonction des bases de calcul, des coûts de sous-traitance (nettoyage), le recours à un crédit-cadre, etc.

Gestion commerciale du parc immobilier: selon les membres de la CT, les communes ont opté pour des solutions très différentes en matière de gestion immobilière: de la gestion interne de 80% du parc immobilier à l'externalisation complète de l'intendance et du nettoyage dans le cadre d'un marché public. Cette dernière solution est envisagée dans plusieurs villes pour faire face au manque de ressources humaines. Les expériences dans ce secteur sont très variables. ┘

Commission technique Climat & Environnement

Orientation future de la CT?

La commission technique s'est penchée sur ses axes de réflexion pour évaluer s'ils étaient encore adéquats. Elle est parvenue à la conclusion qu'il fallait maintenir le cap actuel, du moins provisoirement. A noter que les aspects environnementaux gagnent en importance et que le volet Biodiversité est transféré au GT Biodiversité nouvellement créé. Il faut par ailleurs instituer les échanges d'information entre l'ASIC et l'Union des villes suisses (UVS), en particulier à la lumière des dossiers climatiques d'ordre supérieur.

Charte pour le climat et l'énergie

Depuis sa publication le 18 mai 2020, la [Charte pour le climat et l'énergie](#) a été signée par 67 villes et communes. En ratifiant cette charte, les villes et les communes deviennent acteurs de l'avenir, de la raison, du

Les grands thèmes de la CT Biens immobiliers en 2022: gestion immobilière, conservation du bâti, incidences de la guerre en Ukraine sur les écoles et les coûts de l'énergie.





L'ASIC entend faire de la Charte pour le climat et l'énergie un instrument communal fort.

renouveau et de la durabilité. Elle réunit villes et communes autour d'un engagement commun en faveur de la protection efficace du climat.

Les efforts pour promouvoir activement la Charte ont été quelque peu ralentis par la pandémie et le changement de direction. La nouvelle équipe ASIC a à cœur de reprendre le flambeau en portant haut les couleurs de la Charte. La direction ASIC est en train de définir avec la présidente de la CT Energie et le président de la CT Climat & Energie les prochaines étapes à franchir pour assurer le succès de la Charte. ┘

Alliance pour le Climat

L'ASIC héberge le secrétariat de l'[Alliance pour le Climat Suisse](#). Jusqu'ici, la CT Climat & Energie et l'Alliance pour le Climat étaient étroitement liées. Le secrétariat ASIC analysera en détail la valeur ajoutée de l'Alliance pour le Climat Suisse pour ses membres dans le cadre de la réflexion sur la stratégie de l'ASIC.

En 2022, aucune manifestation n'a eu lieu dans le cadre de l'Alliance pour le Climat Suisse. En septembre, l'Alliance pour le Climat Europe a tenu sa conférence annuelle et son assemblée annuelle à Hesperingen (Luxembourg). Matthias Nabholz, président de la CT Climat & Environnement et membre du comité de l'Alliance pour le Climat Europe, y a participé. En dé-

cembre, les membres de l'Alliance pour le Climat ont été convoqués en assemblée extraordinaire. Le comité a présenté les résultats du processus visant à transformer l'Alliance en Sàrl et a expliqué les changements juridiques et opérationnels qui en découlent pour l'Alliance.

Le concours européen pour la protection du climat, baptisé Climate Star Award, a vécu sa 10^e édition en 2022. Ce concours s'adresse aux villes, aux communes et à leurs services industriels. L'Alliance pour le Climat a cherché les meilleurs projets européens pour la protection du climat. Trois projets venant de Suisse ont été présentés. L'ASIC a proposé à l'Alliance pour le Climat Europe de décerner le premier prix au projet de Schaffhouse, intitulé «Décarbonation complète des transports publics en bus dans la ville de Schaffhouse grâce à l'introduction des bus électriques d'ici 2027». ┘

Groupe de travail Biodiversité

En décembre, le nouveau GT Biodiversité a été créé, succédant ainsi au groupe d'échange existant. Jusqu'ici, le groupe d'échange était rattaché de manière assez floue à l'ASIC. Désormais, son secrétariat est assuré par l'ASIC. Autre nouveauté, les membres du groupe doivent obligatoirement adhérer à l'ASIC. Le GT Biodiversité cultive les échanges d'information avec la CT Climat & Environnement. Ses activités comprennent la formation des avis politiques, l'organisation d'une table ronde et les débats sur les thèmes d'actualité, par exemple le contre-projet indirect à l'initiative sur la biodiversité. L'ASIC s'est prononcée sur cette question en 2021 déjà. Le maintien et l'enrichissement de la biodiversité font partie des priorités de l'ASIC, qui se focalise essentiellement sur la biodiversité dans l'espace urbain. En septembre 2022, le Conseil national a été la première instance à accepter le contre-projet. Il a bif-

fé au passage les objectifs concrets en termes de surfaces, privilégiant une approche qualitative. La CEATECE a décidé d'ouvrir en 2023 une petite audition pour amorcer les délibérations à ce sujet. L'ASIC participe à ce débat à travers l'Union des villes suisses.

Prix Binding pour la biodiversité

Le [Prix Binding pour la biodiversité](#), institué par la Fondation Sophie et Karl Binding, honore les projets témoignant d'un engagement efficace en faveur de la biodiversité. A travers les projets lauréats, la Fondation entend motiver les responsables décisionnels à s'orienter en direction du développement de la biodiversité. En 2022, le deuxième Prix Binding pour la biodiversité a été décerné au projet «Natur braucht Stadt» de Stadtgrün Bern, qui s'est imposé face à 21 projets. Le Prix sera désormais décerné chaque année. L'ASIC est représentée dans le jury jusqu'à fin 2022 par son ancien directeur adjoint Daniel Lehmann Pollheimer. ┘

Commission technique Energie

Risque de pénurie énergétique: comment les communes se préparent-elles?

Les villes et les communes sont actuellement confrontées à un défi énergétique de taille: le risque de pénurie énergétique. Les CT Biens immobiliers et Energie traitent souvent des mêmes questions, raison pour laquelle elles ont convoqué leurs membres à une séance commune en octobre. Les participants ont mentionné diverses mesures de prévention: mise sur pied de groupes de travail ou d'unités de crise, réduction des températures ambiantes, réduction de l'eau chaude, communication et distribution des affiches DETEC, publication de notices et campagnes de communication sur les conseils d'économie, passage (partiel) aux ins-

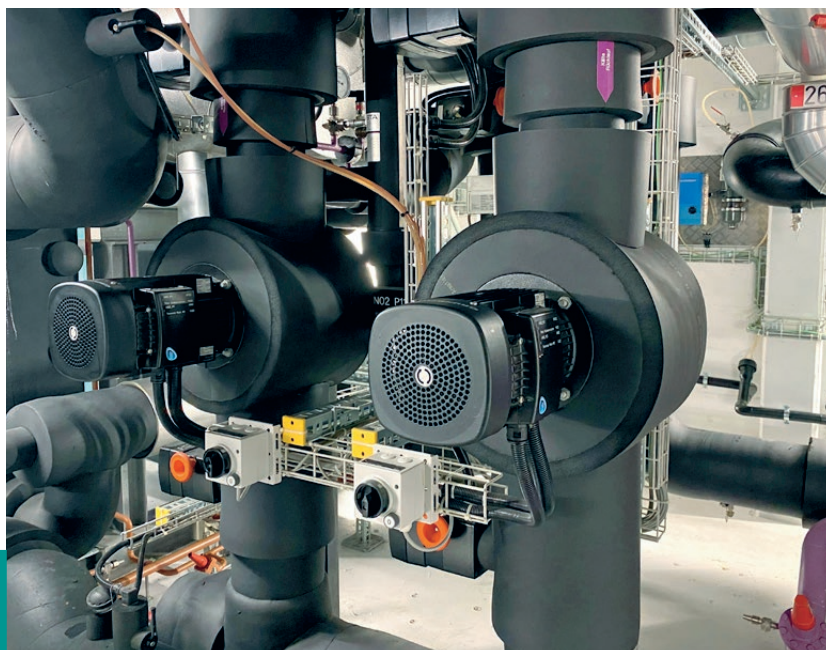
tallations bicom bustibles, arrêt des fontaines, réfrigération moins poussée de la glace des patinoires, adaptation des horaires des réclames lumineuses, abaissement de la température de l'eau dans les piscines couvertes, déclenchement (temporaire) des décorations de Noël.

Développement des réseaux thermiques

L'ASIC a participé à un projet sur les réseaux thermiques lancé par le DETEC, à l'instigation de la Conseillère fédérale Sommaruga, à l'occasion d'une rencontre entre le DETEC et une délégation de l'Union des villes suisses début février 2021. Villes, communes, cantons et Confédération ont signé en août 2022 la «[Charte visant à accélérer le développement des réseaux thermiques](#)». Cette charte est un signal confirmant la nécessité d'agir au niveau des réseaux thermiques. Un programme triennal a également été approuvé pour encadrer la future collaboration entre Confédération, cantons, villes et communes.

Réunion avec la Conférence des services cantonaux de l'énergie (EnFK)

Une délégation ASIC composée des membres de la CT Energie et du secrétariat s'est présentée devant la EnFK pour lui faire part de différentes préoccupations des villes et des communes (p. ex. concernant la désaffectation des réseaux de gaz et ses implications au niveau de la planification énergétique, le développement de la géothermie et les obstacles cantonaux à la réalisation des objectifs énergétiques au niveau communal). En retour, les membres de la EnFK ont demandé comment les villes et les communes se préparent au risque de pénurie énergétique. ┘



L'ASIC s'engage pour améliorer la collaboration et la coordination entre Confédération, cantons, villes et communes en matière de développement des réseaux thermiques.

Le cours pour chefs de voirie: créé par des praticiens, pour les praticiens.



Groupe de travail Réseaux thermiques

L'ASIC a décidé de créer en 2023 un nouveau groupe de travail Chaleur urbaine / Réseaux thermiques. Ce GT aura pour champ d'activité les mesures du programme d'accélération du développement des réseaux thermiques, découlant de la «[Charte visant à accélérer le développement des réseaux thermiques](#)». Les objectifs du GT seront encore précisés. ┘

Groupe de travail Formation continue

Cours pour chefs de voirie

Le cours de deux jours pour chefs de voirie est devenu un grand classique dans notre programme de formation continue. Il confère un savoir-faire pratique très large, qui s'adresse aux spécialistes des centres de voirie communaux (et cantonaux), des services de travaux publics et des inspectorats des routes. En 2022, cette formation a eu lieu par trois fois à Nottwil. Son axe principal réside dans la transmission de connaissances théoriques et pratiques dans les secteurs élimination des déchets & recyclage, sécurité au travail & protection de la santé, marchés publics, entretien des espaces verts, communication, recrutement des ressources humaines, nettoyage, organisation du centre de voirie, conservation des ouvrages de génie civil, service hivernal. Il s'agit de signaler ici une innovation dans le volet Entretien communal des espaces verts: une visite guidée à travers le parc du Centre pour paraplégiques de Nottwil, certifié par la Fondation Nature & Economie a

permis d'illustrer concrètement les effets possibles de l'encouragement de la biodiversité à l'échelon communal. Nous nous sommes assuré le concours de l'ancien chef de Stadtgrün Aarau ainsi que du chef de la maintenance du SPZ. Une leçon supplémentaire est prévue à partir de 2024 au sujet de la maintenance des machines et des engins.

InfraAcademy

Suite à la décision du Comité remontant à l'automne 2021, le programme de la formation continue ASIC a été analysé, repensé stratégiquement, structuré et finalement redessiné en fonction des besoins et des exigences qui forgeront l'avenir des infrastructures communales. Le projet «InfraAcademy», qui figure au budget pour 2023 et 2024, permettra de créer un programme intégré et certifié, regroupant des modules de formation pratiques, adaptés à l'échelon des chefs de voirie au niveau communal, conformément au but de l'Association. ┘

Villes et communes

Aadorf	Gaiserwald	Nyon	Twann
Aarau	Geroldswil	Oberägeri	Unterägeri
Aarburg	Giswil	Oberbipp	Unterseen
Aarwangen	Gland	Oberglatt ZH	Untersiggenthal
Adliswil	Glarus	Oberkulm	Urdorf
Aesch BL	Glattbrugg	Oberwil BL	Urtenen-Schönbühl
Allschwil	Goldach	Oftringen	Uster
Apples	Gossau ZH	Olten	Vevey
Arbaz	Grafenried	Orbe	Volketswil
Arosa	Gretzenbach	Ostermundigen	Wädenswil
Aubonne	Grindelwald	Otelfingen	Wald ZH
Avenches	Hägendorf	Payerne	Wallisellen
Ayent	Herisau	Pfäffikon SZ	Wigoltingen
Baden	Horw	Pfäffikon ZH	Winterthur
Bättwil	Illanz	Pieterlen	Wittenbach
Belp	Kirchlindach	Préverenges	Witterswil
Berikon	Kloten	Pully	Wollerau
Bern	Köniz	Rapperswil-Jona	Worb
Bever	Kreuzlingen	Reinach BL	Würenlos
Biberist	Küssnacht ZH	Renens VD	Yverdon-les-Bains
Biel/Bienne	Küssnacht am Rigi	Richterswil	Zermatt
Biel-Benken BL	Lachen SZ	Rolle	Zizers
Binningen	Langenthal	Rothenfluh	Zofingen
Birmensdorf ZH	Langnau i. E.	Rüschlikon	Zollikofen
Bonstetten	Lausanne	Saanen	Zollikon
Bottmingen	Le Châble VS	Saillon	Zuchwil
Brig-Glis	Lenk im Simmental	Sarnen	Zug
Bronschhofen	Lenzerheide	Schaffhausen	Zumikon
Brüttisellen	Les Acacias	Schiers	Zürich
Bülach	Leukerbad	Schlieren	Zweismimmen
Burg im Leimental	Locarno	Schmerikon	
Burgdorf	Lugano	Schmitten FR	
Bussigny	Lutry	Schwarzenburg	
Caslano	Luzern	Schwerzenbach	
Château-d'Oex	Lyss	Seedorf BE	
Chur	Martigny	Sempach	
Commugny	Meikirch	Sierre	
Corcelles-près-Payerne	Meisterschwanden	Sion	
Crissier	Mönchaltorf	Solothurn	
Cully	Monthey	Speicher	
Davos Platz	Montreux	St. Gallen	
Delémont	Morges	St. Moritz	
Denens	Moudon	Stadel	
Dietikon	Mühleberg	Steffisburg	
Dübendorf	Mümliswil	Stein AG	
Duggingen	Münchenbuchsee	Steinmaur	
Ecublens VD	Münsingen	Stettlen	
Effretikon	Murgenthal	St-Prex	
Egerkingen	Muri b. Bern	Subingen	
Einsiedeln	Murten	Sulgen	
Embrach	Neuchâtel	Sursee	
Epalinges	Neukirch (Egnach)	Tägerwilen	
Estavayer-le-Lac	Niedergösgen	Teufen AR	
Fehraltorf	Niederhasli	Thalwil	
Fribourg	Niederurnen	Therwil	
Fully	Nussbaumen b.Baden	Thun	

Associations intercommunales

Abwasserverband Aarburg
Abwasserverband der Region Sense-Oberland
A-Region, Rorschach
ara region bern ag, Herrenschwanden
ARA Thunersee, Uetendorf
ARA Worblental, Worblaufen
AVAG, AG für Abfallverwertung, Jaberg
ERZO Entsorgung Region Zofingen, Oftringen
GAF Gemeindeverband Abfallbewirtschaftung Unteres Fricktal, Olsberg
GEVAG Gemeindeverband für Abfallentsorgung Graubünden, Untervaz
GVRZ - Gewässerschutzverband Region Zug
REAL Recycling, Entsorgung, Abwasser, Luzern
Region Maloja, Samedan
SADEC SA, Nyon
SATOM Usine d'incinération Valais/Vaud, Monthey
STRID SA, Yverdon-les-Bains
Vadec, La Chaux-de-Fonds
Valorsa SA, Penthaz
Verband KVA Thurgau, Weinfelden
VKA Verband für Kanalisation und Abwasserreinigung, Nidau
Werkhof Plus, Rünenberg
ZAB Zweckverband Abfallverwertung Bazenheid
ZAKU Zentrale Organisation für Abfallbewirtschaftung im Kanton Uri
ZEBA Zweckverband der Zuger Einwohnergemeinden für die Bewirtschaftung von Abfällen, Cham
ZKRI Zweckverband Kehrichtentsorgung Region Inner-schweiz, Schwyz

Cantons

Kanton Basel-Stadt, Bau- und Verkehrsdepartement
Kanton Bern, Amt für Wasser und Abfall
Kanton Uri, Amt für Umweltschutz, Abteilung Gewässerschutz
Kanton Zürich, Amt für Abfall, Wasser, Energie und Luft

Donateurs (personnes morales)

ANTA SWISS AG, Rümlang
Basler & Hofmann AG, Zürich
BL Silobau AG, Gossau
Contena-Ochsner AG, Urdorf
DAS BERATUNG GmbH, Chur

Designwerk Products AG, Winterthur
Drainjet Robotics AG, Lienz
Elektron AG, Au
Flughafen Zürich AG
GETAG Entsorgungs-Technik AG, Fuluibach
Hunziker Betatech AG
IGORA-Genossenschaft, Thalwil
Ingenias AG, Weinfelden
J. Grimm AG, Oetwil am See
K. Müller AG, Wallisellen
Kommunal Partner AG, Kirchlindach
Meier und Partner AG, Weinfelden
Plastic Omnium AG, Basel
Practica AG, Ebikon
Regio Recycling Management AG, Bazenheid
Schwendimann AG, Münchenbuchsee
SRS Swiss Recycling Services AG, Allschwil
Swico, Zürich
Vetropack AG, Vetropack, Bülach
VetroSwiss, Bern
Villiger Entsorgungssysteme AG, Oberrüti
WIFpartner AG, Zürich
Zimmermann Dienstleistungen GmbH, Oberägeri
Ziswiler AG, A-Z Recycling, Bern

Donateurs (personnes physiques)

C. Bähr, Zürich
P. Delcourt, Pully
A. Ettwein, Bern
R. Gnos, Eschensch
D. Laube, Gelterkinden
B. Reber, Thierachern

Membres d'honneur

R. Amstutz, Bern
B. Ammann, Belp
B. Bébié, Zürich
U. Geissmann, Bremgarten BE
A. Jaccard, Denens
S. Kocher, Ipsach
H. Künzle, Rorschacherberg
G. Neuhold, Österreich
H.P. Tobler, St. Gallen
H.U. Schwarzenbach, Mettmenstetten

Comité

Marco Sonderegger, Leiter Entsorgung Stadt St. Gallen, Président

Martin Flügel, Directeur Union des villes suisses

Silvia Banfi Frost, Energiebeauftragte Stadt Zürich

Antoine Benacloche, Ingénieur communal de la Ville de Neuchâtel

Stephan Flury, Mitglied der Geschäftsleitung Gemeinde Sarnen, vice-président

Gerald Hutter, Strasseninspektor Stadt St. Gallen

Thierry Lassueur, direction des travaux et des services industriels – chef de service, Ville de Pully

Matthias Nabholz, Leiter Amt für Umwelt und Energie, Kanton Basel-Stadt

Christoph Niederberger, directeur Association des Communes Suisses

Daniel Rychener, Leiter Technische Betriebe, Stadt Thun

Albert Schweizer, Leiter Liegenschaften Stadt Schlieren

Commissions techniques

Commission technique Déchets & Recyclage

D. Rychener, Stv. Leiter Tiefbauamt, Stadt Thun (Président CT)

A. Bachofner, Leiter Entsorgung, Stadt Winterthur

T. Bieri, Leitung Entsorgungslogistik, Stadt Zürich

G. Brechbühl, Leiter Werkbetrieb, Stadt Burgdorf

R. Breda, Bereichsleiter Abfalllogistik, Stadt St. Gallen

C. Costa, Cheffe de division, Ville de Lausanne

T. Dubas, Responsable Conseils & Communication, SATOM SA

F. Dunand, Chef du secteur voirie, Ville de Fribourg

D. Egli, Leiter Stadtreinigung, Kanton Basel-Stadt

S. Gorgerat, Adjoint, Ville de Pully

R. Gruber, Leiter Grün und Werkbetrieb, Stadt Chur

E. Hostettler, Responsable de la Voirie, Ville de Morges

C. Jordi, Leiter Entsorgungshöfe, Stadt Bern

K. Jucker, Leiterin Abfallbewirtschaftung und Deponie, Gemeinde Köniz

M. Lorenzi, Chef de Service Voirie – Ville propre, Ville de Genève

R. Lumpert, Geschäftsführer, ZKRI

C. Mühlestein, Strasseninspektor, Stadt Biel

H. Oswald, Geschäftsführerin, ZEBA

C. Sautenet, Ingénieure – Chargée de projets, Vadec SA

J.-P. Schindelholz, Directeur, STRID SA

M. Sonderegger, Unternehmensleiter, Stadt St. Gallen

M. Stähli, Bereichsleiter Markt und Projekte, Verband KVA Thurgau

P. Steiner, Vorsitzender der Geschäftsleitung, Verband KVA Thurgau

T. Stirnemann, Leiter Werkhof, Stadt Baden

D. Vergari, Bereichsleiter Abfallwirtschaft, REAL

R. Wenk, Leiterin Werkhof, Stadt Aarau

H. Zurkirchen, Leiter Werkdienste, Stadt Luzern

R. Knoth-Letsch, Stv. Geschäftsführerin, SVKI | ASIC

Commission technique Gestion des eaux usées

M. Sonderegger, Unternehmensleiter, Stadt St. Gallen (Président CT)

U. Ammann, Siedlungsentwässerung und Gewässerschutz, Gemeinde Köniz

R. Arpagaus, Stadtingenieur, Stadt Chur

F. Bachmann, Präsident und Geschäftsführer, GVRZ

K. Biermann, Betriebsleiter, Abwasserverband Glarnerland

M. Brenner, Chef de Projet / hydraulique, Sinef SA

C. Hedinger, Leiter ARA, Stadt Chur

T. Lassueur, Chef de service, Ville de Pully

G. Maurer, Directeur d'EPURA SA, Ville de Lausanne

P. Papaux, Directeur Eau, Sinef SA

Y. Quirin, Abteilungsleiter; Bau und Sanierung von öffentlichen ARA, Kanton Graubünden

D. Rensch, Leiter Geschäftsbereich Klärwerk Werdhölzli, Stadt Zürich

P. Sanglard, Ingénieure d'exploitation, Sinef SA

I. Schoppe, Geschäftsführer, ARA Thunersee

A. Schuler, Geschäftsführer, ARA Region Bern AG

U. Sieber, Leiter Entwässerung, Stadt Winterthur

C. Baschung, Geschäftsführer, SVKI | ASIC

Commission technique Gestion du réseau routier

G. Hutter, Strasseninspektor, Stadt St. Gallen (Président CT)

F. Bachmann, Abteilungsleiter Unterhaltsdienst, Stadt Schaffhausen

G. Brechbühl, Leiter Werkbetrieb, Stadt Burgdorf

C. Brot, Leiter Infrastruktur, Stadt Bülach

C. Candrian, Leiter Tiefbau, Stadt Chur

F. Dunand, Chef du secteur voirie, Ville de Fribourg

D. Egli, Leiter Stadtreinigung, Kanton Basel-Stadt

M. Forster, Leiter Umwelt, Stadt Wil

R. Gruber, Leiter Grün und Werkbetrieb, Stadt Chur

P. Hirsiger, Leiter Strasseninspektorat, Stadt Winterthur

K. Juric, Leiterin Abteilung Arbeitsvorbereitung Stadtreinigung, Stadt Zürich

P. Kessler, Ressortleiter Werterhalt und Support, Stadt Luzern

M. Kupresak, Leiter Tiefbau und öffentlicher Raum, Stadt Baden

A. Levet, Ingénieur, Ville de Pully

M. Lorenzi, Chef de Service Voirie – Ville propre, Ville de Genève

C. Mathys, Leiter Realisierung Strasseninfrastruktur, Gemeinde Köniz

C. Mühlestein, Strasseninspektor, Stadt Biel

M. Pola, Strasseninspektor Kanton ZH, Kanton Zürich Baudirektion

S. Portmann, Bauverwalter, Gemeinde Murten

B. Rüegg, Leiter Fachassistenz Betrieb und Unterhalt, Stadt Bern

P. Schädeli, Leiter Betrieb und Unterhalt, Stadt Bern

H. Schneebeili, Leiter Werterhaltung, Stadt Zürich

M. Schweizer, Leiter Strassen, Kunstbauten, Leitungstunnel, Kanton Basel-Stadt

M. Ultsch, Leiter Geschäftsbereich Stadtreinigung, Stadt Zürich
F. Volpi, Chef de l'unité nettoyage espace public, Ville de Genève
R. Wenk, Leiterin Werkhof, Stadt Aarau
P. Widmer, Strasseninspektor, Stadt Thun
R. Wollenmann, Leiterin Werkbetrieb, Stadt Chur
C. Baschung, Geschäftsführer, SVKI | ASIC

Commission technique Immobilier

A. Schweizer, Bereichsleiter Liegenschaften, Stadt Schlieren (Président CT)
M. Adam, Leiter Portfolio- und Umweltmanagement, armasuisse Immobilien
B. Businger, Projekt Sachbearbeiter, Stadt Schlieren
R. Liechti, Leiter Immobilien, Stadt Burgdorf
D. Müller, Leiter Liegenschaften, Stadt Aarau
M. Pellet, Liegenschaftsverwalter, Gemeinde Murten
M. Rach, Abteilungsleiter ISI, Schulbauten IMMO, Stadt Zürich
R. Rolli Sommaruga, Stv. Leiterin Immobilien, Stadt Bern
M. Schättli, Leiter Immobilien, Stadt Baden
S. Schiffner, Leiterin Liegenschaften, Stadt Adliswil
M. Weber, Berater Public Real Estate Management für Gemeinden, Steinmann & Partner GmbH
A. Wimmer, Projektleiterin, Geschäftsstelle KBOB
T. Zumthurn, Leiter Amt für Stadtliegenschaften, Stadt Thun
C. Baschung, Geschäftsführer, SVKI | ASIC

Commission technique Énergie

S. Banfi Frost, Leiterin FG Energie, Energiebeauftragte, Stadt Zürich (Présidente CT)
S. Benagli, Délégué à l'énergie, Ville de Neuchâtel
V. Bittner-Priez, vice-directrice SSV, Schweizerischer Städteverband
T. Büchner, Energie-Ingenieur im Ressort Energietechnik, Kanton Basel-Stadt
V. Cerda, Cheffe de service, Ville de Genève
W. Fassbind, Leiter Fachstelle Energie, Stadt Zug
S. Fitz, Leiter Fachstelle Umwelt und Energie, Stadt Schaffhausen
S. Frasnelli, Projektleiterin Energie & Nachhaltigkeit, Stadt Chur
R. Gessler, Leiterin Geschäftsbereich Energie, Stadt Zürich
S. Grötzinger, Leiter Fachstelle Energie, Stadt Will SG
G. Hafner, Leiter Energiestrategie, Stadt Zürich
S. Hodel, Leiter Energiefachstelle, Stadt Bern
R. Kellenberger, Projektleiter Energie & Nachhaltigkeit, Stadt Chur
R. Krebs, Projektleiter Nachhaltige Entwicklung, Stadt Burgdorf
D. Lehmann Pollheimer, Leiter Fachstelle Energie, Klima und Umwelt, Stadt Olten
P. Meinen, Energiekontrolle, Leiter Gruppe Energie, Stadt Bern
U. Meuli, Fachspezialist Städte und Gemeinden, Smart City, Bundesamt für Energie
G. Ohana, Délégué à l'énergie, Ville de Lausanne
D. Rüfenacht, Leiterin Dienststelle Umwelt, Stadt Biel

T. Scherrer, Projektleiter Energie, Stadt Luzern
S. Stämpfli, Projektleiter Energie und Umweltschutz, Gemeinde Köniz
J. Trinkler, Pianificazione, ambiente e mobilità, Città di Lugano
C. Vogler, Koordinator Energie, Stadt Baden
P. Weibel, Projektleiter Klima- und Umweltschutz, Stadt Aarau
H. Wiher, Leiter Energie und Technik, Stadt Winterthur
H. Wilhelm, Projektleiter Energieverbunde, Stadt Zürich
N. Witschi, Energiestadtlabel, Stadt Biel
F. Zaugg, Manager Energiekonzept 2050, Stadt St. Gallen
R. Knoth-Letsch, Stv. Geschäftsführerin, SVKI | ASIC

Commission technique Climat & Environnement

M. Nabholz, Amtsleiter, Kanton Basel-Stadt (Président CT)
T. Berger, Leiter Fachstelle Klima, Kanton Basel-Stadt
V. Bittner-Priez, vice-directrice, Schweizerischer Städteverband
D. Bochatay, Projektleiter Klima, Ville de Lausanne
S. Braun, Umweltbeauftragter, Stadt Kreuzlingen
D. Brunner, Ressortleiterin Umwelt, Stadt Schaffhausen
M. Buschbeck, Conseiller administratif, Ville de Vernier
K. Dürst, Leiterin Dienstabteilung Umweltschutz, Stadt Luzern
R. Falk, Stadtschreiber, Stadt Rorschach
W. Fassbind, Leiter Fachstelle Energie, Stadt Zug
B. Finkenbrink, Naturw. Fachspez., Projektleiterin, Stadt Baden
S. Frasnelli, Projektleiterin Energie & Nachhaltigkeit, Stadt Chur
F. Freuler, Leiterin Fachstelle Nachhaltigkeit, Stadt Uster
M. Gassner, Fachstelle Umwelt Energie Mobilität, Stadt Thun
C. Günther, Projektleiterin Klima und Energie, Stadt Winterthur
K. Hungerbühler, Leitung, Mobilität, Nachhaltige Entwicklung, Stadt St. Gallen
R. Kellenberger, Projektleiter Energie & Nachhaltigkeit, Stadt Chur
R. Krebs, Projektleiter Nachhaltige Entwicklung, Stadt Burgdorf
A. Küng, Fachspezialist Umwelttechnik, Stadt St. Gallen
D. Lehmann Pollheimer, Leiter Fachstelle Energie, Klima und Umwelt, Stadt Olten
D. Rüfenacht, Leiterin Dienststelle Umwelt, Stadt Biel
G. Schmid, Leiter Umweltschutz, Stadt Luzern
P. Schmidli, Projektleiter Luftreinhaltung, Klimaschutz, Nachhaltige Entwicklung, Stadt Luzern
R. Schneider, Leiter Abteilung Planung und Bau, Gemeinde Windisch
M. Serlávós, Déléguée au Plan climat et durabilité, Ville de Nyon
A. Stiefel, Amtsleiter, Stadt Bern
P. Weibel, Projektleiter Klima- und Umweltschutz, Stadt Aarau
R. Zah, Leiter Geschäftsbereich Umwelt, Stadt Zürich
C. Ziegler, Leiterin Fachstelle Klima, Stadt Winterthur
R. Knoth-Letsch, Stv. Geschäftsführerin, SVKI | ASIC

Groupe d'échange Evacuation des eaux des biens-fonds

- U. Ammann, Leiter Siedlungsentwässerung und Gewässerschutz, Gemeinde Köniz (présidence)
- U. Sieber, Leiter Entwässerung, Stadt Winterthur (présidence)
- S. Barilli, Verantwortlicher Baugesuche, Luzern
- H. Benz, Abteilungsleiter, EFP AG, Ingenieure Planer Geometer
- B. Bosshard, Projektbegleiter Liegenschaftsentwässerung, Zürich
- S. Bucci, Technischer Experte, Stadt Basel
- G. Duri, Projektbegleiter, Zürich
- D. Gollin, Technischer Experte Entwässerungsanlagen, Stadt Basel
- R. Graven, Abteilungsleiter Tiefbau, Gemeinde Zermatt
- D. Hasani, Sachbearbeiter LSE, Köniz
- A. Konopka, Leiter Gruppe Liegenschaftsentwässerung, Zürich
- J. Laule, Abteilungsleiter Siedlungsentwässerung, Schaffhausen
- R. Lüthy, Leiter Liegenschaftsentwässerung, St. Gallen
- A. Schaer, Sachbearbeiter Gewässerschutz, Stadt Bern
- R. Schiesser, Leiter LSE, Köniz
- S. Stucki, Leiter Privatanlagen, Stadt Winterthur
- S. Walker, Fachbereichsleiterin Stadtentwässerung und Abfallwirtschaft, Zug
- S. Würfel, Fachverantwortlicher Entwässerung, Stadt Basel
- C. Baschung, Geschäftsführer, SVKI | ASIC

Groupe d'échange Exploitants des réseaux de canalisations

- U. Ammann, Leiter Siedlungsentwässerung und Gewässerschutz, Gemeinde Köniz (présidence)
- M. Arnold, Mess- und Verfahrenstechnik, Gemeinde Cham
- V. Bänziger, Leiter Stadtentwässerung, Stadt St. Gallen
- G. Derungs, Leiter Entwässerung-Gewässer-Naturgefahren, Kanton Basel-Stadt
- A. Fallegger, Leiter Unterhalt, Stadt Bern
- R. Flückiger, Betriebsleiter Kanalnetzbetrieb, Stadt Bern
- S. Franz, Leiter Siedlungsentwässerung, Stadt Thun
- R. Graven, Abteilungsleiter Tiefbau, Einwohnergemeinde Zermatt
- C. Güdel, Leiter Infrastruktur, Stadt Winterthur
- T. Lassueur, Chef de service, Ville de Pully
- J. Laule, Abteilungsleiter Siedlungsentwässerung, SH Power
- B. Müller, Bereichsleiter Siedlungsentwässerung und Naturgefahren, Stadt Luzern
- U. Sieber, Leiter Entwässerung, Stadt Winterthur
- P. Staufer, GB Leitung Entwässerung, Stadt Zürich
- C. Ursprung, Leiter Abwasser, Stadt Chur
- S. Walker, Fachbereichsleiterin Stadtentwässerung und Abfallwirtschaft, Stadt Zug
- D. Wigger, Leiter Projekte/QS, GVRZ - Kläranlage Schönau
- S. Würfel, Fachverantwortlicher Entwässerung, Kanton Basel-Stadt
- V. Wyrsch, Leiterin Stadtentwässerung, Stadt Biel
- C. Baschung, Geschäftsführer, SVKI | ASIC

Groupe d'échange Contrôle des coûts et des prestations (CCP) dans l'entretien des routes

- R. Gruber, Leiter Grün und Werkbetrieb, Stadt Chur (Vorsitz)
- M. Bräm, Leiter Ausführung, Stadt Zürich
- L. Brechbühl, Leiter Werkhof, Gemeinde Ostermündigen
- D. Egli, Leiter Stadtreinigung, Kanton Basel-Stadt
- S. Gahler, Leiter Planung & Koordination, Stadt Winterthur
- T. Lassueur, Chef de service, Ville de Pully
- M. Meier, Controller, ERZ Entsorgung + Recycling Zürich
- M. Messerli, Betriebsleiter, Stadt Baden
- R. Milz, Leiter Zentrale Dienste, Stadt St. Gallen
- C. Mühlestein, Strasseninspektor, Stadt Biel
- B. Müller, Leiter Administration, Stadt Winterthur
- M. Mundwiler, Controlling, Stadt Aarau
- B. Rüegg, Leiter Fachassistenz Betrieb und Unterhalt, Stadt Bern
- M. Ultsch, Leiter Geschäftsbereich Stadtreinigung, ERZ Entsorgung + Recycling Zürich
- R. Wenk, Leiterin Werkhof, Stadt Aarau
- C. Baschung, Geschäftsführer, SVKI | ASIC

Groupe de travail Chauffage à distance

- R. Knoth-Letsch, Stv. Geschäftsführerin, SVKI | ASIC (présidence)
- S. Banfi Frost, Leiterin FG Energie, Energiebeauftragte, Stadt Zürich
- S. Hodel, Leiter Energiefachstelle, Stadt Bern
- D. Lehmann Pollheimer, Leiter Fachstelle Energie, Klima und Umwelt, Stadt Olten
- D. Müller, Leiter Liegenschaften, Stadt Aarau
- A. Schweizer, Bereichsleiter Liegenschaften, Stadt Schlieren
- J. Trinkler, Pianificazione, ambiente e mobilità, Città di Lugano
- C. Vogler, Koordinator Energie, Stadt Baden
- H. Wiher, Leiter Energie und Technik, Stadt Winterthur
- H. Wilhelm, Projektleiter Energieverbunde, Stadt Zürich

Groupe de travail Economie circulaire

- R. Knoth-Letsch, Stv. Geschäftsführerin, SVKI | ASIC (présidence)
- A. Aebli, Direktor, Stadt Zürich
- R. Breda, Bereichsleiter Abfalllogistik, Stadt St. Gallen
- T. Kaldis, Koordination Kreislaufwirtschaft, Stadt Zürich
- A. Lindau, Leiter Gruppe Kreislaufwirtschaft, Stadt Zürich
- K. Riesen, Wissenschaftliche Mitarbeiterin, Kanton Basel-Stadt
- D. Rychener, Stv. Leiter Tiefbauamt, Strasseninspektorat
- T. Weber, Leiter Abteilung Abfall und Rohstoffe, Kanton Basel-Stadt

Groupe de travail Biodiversité

- R. Knoth-Letsch, Stv. Geschäftsführerin, SVKI | ASIC (présidence)
- P. Aubert, Déléguée à la nature, Ville de Lausanne
- S. Braun, Umweltbeauftragter, Stadt Kreuzlingen
- J. Domenica, Projektleiterin Natur & Umwelt, Stadt Reinach
- W. Fassbind, Leiter Fachstelle Energie, Stadt Zug
- B. Finkenbrink, Naturwissenschaftliche Fachspezialistin, Projektleiterin, Stadt Baden

S. Fitz, Teamleitung Umwelt und Energie, Stadt Schaffhausen
 A. Glanzmann, Natur- und Landschaftsschutz, Stadt Luzern
 S. Herfort, Bereichsleiter Natur- und Landschaftsschutz, Stadt Luzern
 N. Indermühle, Projektleiter Fachstelle Natur + Ökologie, Stadtgrün Bern
 P. Jucker, Leiter Natur- und Landwirtschaft, Stadt Uster
 E. Kaufmann, Projektleiterin Umwelt, Stadt Aarau
 C. Le Marié, Leiterin Natur und Landschaft, Stadt St. Gallen
 Y. Reisner, Leiterin Fachbereich Natur Landschaft Bäume, Stadt Basel
 D. Rüfenacht, Leiterin Dienststelle Umwelt, Stadt Biel
 B. Saladin, Projektleiterin Ökologie, Stadt Winterthur
 L. Schmid, Stadtplaner, Stadt Olten
 B. Tschander, Teamleiterin, Stadt Zürich
 S. Tschäppeler, Leiterin Fachstelle Natur und Ökologie, Stadt Bern

Formateurs InfraAcademy

Cours pour chefs de voirie (d)

B. Bienz, Leiter Mech. Werkstätten, Strasseninspektorat, Stadt Luzern
 R. Bucher, Leiter Aussenanlagen, Schweizer Paraplegiker-Zentrum in Nottwil
 S. Costanza, Leiter Unterhaltsdienst Gemeinde Glarus (présidence)
 W. Grossen, Leiter Sammeldienst Stationär, Stadt Bern
 C. Hobi, Beratung- & Training, dia-logue GmbH, Freienbach
 U. Hosang, Berater, Arbeitssicherheit Schweiz, Zürich
 M. Jaggi, Natur- und Umweltfachmann, Olten
 C. Jordi, Leiter Entsorgung + Recycling Bern, Stadt Bern
 R. Lutz, Projektleiter, Tiefbauamt, Stadt Bern
 P. Portmann, Bauverwalter, Gemeinde Murten

Séminaire «Gestion de la voirie»

C. Hobi, Beratung- & Training, dia-logue GmbH, Freienbach
 D. Schneeberger, Geschäftsführer DAS Beratung GmbH, Malans
 R. Wenk, Leiterin Werkhof, Stadt Aarau

Séminaire Leadership

P. Mougneau, YOU Mentoring & Consulting, Vevey

Organe de contrôle

Blaser Treuhand AG, Köniz

Alliance pour le Climat Suisse et Charte pour le climat et l'énergie

Alliance pour le Climat Suisse

Basel	Rorschach
Bern	Schaffhausen
Biel-Bienne	St. Gallen
Buchs	Thun
Burgdorf	Uster
Gaiserwald	Windisch
Kreuzlingen	Winterthur
Luzern	Zürich
Nyon	Zug

Charte pour le climat et l'énergie

Aarau	Luzern
Arbon	Magliaso
Astano	Martigny
Ayent	Mendrisio
Baden	Migliaglia
Basel	Moutier
Bedigliora	Novaggio
Bern	Novazzano
Biel-Bienne	Nyon
Buchs	Prilly
Burgdorf	Pura
Bussigny	Rüthi SG
Canobbio	Renens
Carouge	Rheinfelden
Caslano	Riddes
Chêne-Bougeries	Romanshorn
Collina d'Oro	Sargans
Curio	Saxon
Délemont	Schaffhausen
Dietikon	Siders
Domat/Ems	Sils im Engadin/Segl
Erstfeld	Silvaplana
Felsberg	St. Moritz
Flums	St. Gallen
Frenkendorf	Thun
Gams	Tresa
Genf	Uster
Gland	Vaz/Obervaz
Kölliken	Vernier
Köniz	Vevey
Kreuzlingen	Wil (SG)
La Punt Chamues-ch	Winterthur
Landquart	Yverdon-les-Bains
Langenthal	Zürich
Lausanne	Zug

Compte d'exploitation 1.1. – 31.12.

	2022		2021	
	CHF	%	CHF	%
Produits				
Cotisations ASIC	444'380.00		439'470.00	
Cotisations des villes de l'Alliance pour le Climat	12'600.00		13'401.00	
Produits projets Alliance climatique des villes suisses	0.00		0.00	
Contributions aux coûts OKS	9'500.00		9'500.00	
Cours pour chefs de voirie	118'299.65		68'091.50	
Séminaires/workshops	25'060.85		42'321.95	
Cours/congrès	163.47		36'768.00	
Autres revenus liés aux séminaires et cours	221.00		47.00	
Publications	5'043.25		2'275.90	
Service-conseils/honoraires généraux	0.00		0.00	
Divers	56'363.40		20'451.05	
Total des produits	671'631.62	100.0	632'326.40	100.0
Charges				
Charges directes				
Cours pour chefs de voirie	104'934.40		60'887.95	
Séminaires/workshops	20'942.97		28'608.48	
Cours/congrès	368.35		32'212.00	
Autres charges liées aux séminaires et cours	1'916.60		102.60	
Publications	3'738.45		4'973.75	
Divers	5'260.40		9'762.40	
Communication	1'099.05		0.00	
Dissolution des provisions	0.00		-26'925.00	
	-138'260.22	-20.6	-109'622.18	-17.3
Comité/commissions				
Frais/projets généraux/comité	14'632.25		15'081.65	
Commission technique Déchets	3'010.80		11'782.40	
Commission technique Gestion des eaux usées	3'816.85		1'461.55	
Commission technique Gestion du réseau routier	1'313.85		27'068.80	
Commission technique Énergie	3'428.40		5'479.85	
Commission technique Biens immobiliers	1'414.35		1'185.90	
Commission technique Climat & Environnement	1'041.85		867.50	
Commission technique Gestion des Infrastructures	0.00		705.00	
Groupes de travail	152.65		0.00	
Villes de l'Alliance pour le Climat	12'600.00		13'401.00	
	-41'411.00	-6.2	-77'033.65	-12.2
Frais de personnel				
Salaires	344'630.95		337'207.30	
Assurances sociales	66'648.75		73'314.35	
Autres frais du personnel	57'863.40		27'528.18	
Formation/dissolution des provisions	-30'000.00		-16'450.00	
	-439'143.10	-65.4	-421'599.83	-66.7
Charges administratives				
Frais administratifs UVS	38'570.10		38'570.10	
Organe de révision / assistance juridique	2'411.00		3'200.00	
Produits imprimés	251.20		958.90	
Littérature	1'119.33		1'360.00	
Rapport de gestion/infos aux membres/traductions	12'635.50		8'979.00	
Informatique	5'527.16		7'958.20	
Communication/relations publiques/marketing	5'016.55		-1'000.00	
Frais financiers	352.80		231.71	
Divers frais d'exploitation	6'639.45		2'585.15	
	-72'523.09	-10.8	-62'843.06	-9.9
Total charges	-691'337.41	-102.9	-671'098.72	-106.1
Bénéfice net	-19'705.79	-2.9	-38'772.32	-6.1

Bilan au 31.12.

	2022		2021	
	CHF	%	CHF	%
Actifs				
Fonds de roulement				
Liquidités				
Caisse	788.65		596.90	
PostFinance	105'829.97		139'936.08	
PostFinance Alliance pour le Climat	32'899.53		82'130.00	
BEKB Berne, Compte courant	23'380.08		23'397.08	
Administration d. finances de Zurich, compte de placement	370'468.20		370'468.20	
Créances				
Livraisons / prestations	11'110.00		24'961.63	
Autres créances à court terme				
Actifs transitoires	2'235.75		11'946.05	
Total du fonds de roulement	546'712.18	80.4	653'435.94	83.0
Actifs immobilisés				
Immobilisations financières				
Dépôt membres OKS	133'449.19		133'407.39	
Total des actifs immobilisés	133'449.19	19.6	133'407.39	17.0
Somme du bilan	680'161.37	100.0	786'843.33	100.0

Passifs				
Capitaux tiers				
Engagements à court terme				
Livraisons / prestations	23'687.80		42'011.85	
Autres engagements à court terme				
UVS Berne, compte courant	67'600.07		67'600.07	
Alliance climatique des villes suisses, compte courant	23'068.27		23'667.89	
Passifs transitoires	12'026.20		50'120.50	
Total capitaux tiers à court terme	126'382.34		183'400.31	
Engagements à long terme				
Dette déposants OKS	133'449.19		133'407.39	
Provisions				
Management des infrastructures	63'176.00		63'176.00	
Publications	0.00		0.00	
Cours de gestion	5'000.00		5'000.00	
Projets	73'075.00		73'075.00	
Frais généraux	3'550.00		33'550.00	
Total capitaux tiers à long terme	278'250.19		308'208.39	
Total capitaux tiers	404'632.53	59.5	491'608.70	62.5
Fonds propres				
Fortune au 1 ^{er} janvier	295'234.63		334'006.95	
Bénéfice net (+/-)	-19'705.79		-38'772.32	
Total fonds propres	275'528.84	40.5	295'234.63	37.5
Total du bilan	680'161.37	100.0	786'843.33	100.0

**Schweizerischer Verband
Kommunale Infrastruktur**
Monbijoustrasse 8
3001 Bern

Köniz, 27. April 2023

Bericht der Revisionsstelle zur Eingeschränkten Revision

an die Mitgliederversammlung des Schweizerischen Verbandes Kommunale Infrastruktur, Bern.

Als Revisionsstelle haben wir die Jahresrechnung (Bilanz, Erfolgsrechnung und Anhang) des Schweizerischen Verbandes Kommunale Infrastruktur für das am 31. Dezember 2022 abgeschlossene Geschäftsjahr geprüft.

Für die Jahresrechnung ist der Vorstand verantwortlich, während unsere Aufgabe darin besteht, die Jahresrechnung zu prüfen. Wir bestätigen, dass wir die gesetzlichen Anforderungen hinsichtlich Zulassung und Unabhängigkeit erfüllen. Eine Mitarbeitende unserer Gesellschaft hat im Berichtsjahr bei der Buchführung mitgewirkt. An der eingeschränkten Revision war Sie nicht beteiligt.

Unsere Revision erfolgte nach dem Schweizer Standard zur Eingeschränkten Revision. Danach ist diese Revision so zu planen und durchzuführen, dass wesentliche Fehlaussagen in der Jahresrechnung erkannt werden. Eine eingeschränkte Revision umfasst hauptsächlich Befragungen und analytische Prüfungshandlungen sowie den Umständen angemessene Detailprüfungen der beim geprüften Unternehmen vorhandenen Unterlagen. Dagegen sind Prüfungen der betrieblichen Abläufe und des internen Kontrollsystems sowie Befragungen und weitere Prüfungshandlungen zur Aufdeckung deliktischer Handlungen oder anderer Gesetzesverstösse nicht Bestandteil dieser Revision.

Bei unserer Revision sind wir nicht auf Sachverhalte gestossen, aus denen wir schliessen müssten, dass die Jahresrechnung nicht dem schweizerischen Gesetz und den Statuten entspricht.

Blaser Treuhand AG



Roger Nietlispach
Dipl. Wirtschaftsprüfer
Zugel. Revisionsexperte
Leitender Revisor



Jürg Zahler
Dipl. Experte in
Rechnungslegung
und Controlling
Zugel. Revisionsexperte

Beilage Jahresrechnung

KOMPETENZ IM ZENTRUM

Mitglied des Schweizerischen
Treuhanderverbandes
TREUHAND | SUISSE

Crédits photographiques

Association suisse
infrastructures communales
(ASIC)

Petite photo de couverture en haut;
Page 3 à droite; Pages 5; 6; 10; 11 en
bas; 12; 13 en haut à gauche, 13 en
haut, en bas à droite; 14 à gauche; 16;
18; 19; 20; 21; 22; 23

123rf.de

Grande photo de couverture; Page 9

Entsorgung St. Gallen

Page 3 à gauche

SVKI & Swiss Recycling

Page 11 en haut

Fachhochschule Nordwest-
schweiz

Page 13 en bas à gauche

typo.s

Page 14 à droite

Abwasserverband Glarnerland

Page 15

ara region bern ag

Page 17

Graphisme

[typo.s Eveline Schmid](#)



**Association suisse
Infrastructures communales | ASIC**

infrastructures-communales.ch, info@infrastructures-communales.ch, [@SVKI_ASIC](https://www.instagram.com/SVKI_ASIC)

ASIC
Monbijoustrasse 8, Case postale, 3001 Berne
Tél. 031 356 32 42